

Introduction

En 1958, treize ans après avoir quitté le gouvernement, le général de Gaulle revient au pouvoir. Il s'agit de « doter l'Etat d'institutions qui lui rendent, sous une forme appropriée aux temps modernes, la stabilité et la continuité dont il est privé depuis 169 ans ».¹ Un retour qui marque donc une rupture politique. Rupture avec l'incapacité parlementaire de la IV^e République, rupture avec l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat, rupture enfin avec la dissolution nationale de la France et l'état de capitulation permanente, propre aux hommes et aux institutions de l'ancienne constitution. Mais, ce que n'ont pas assez marqué les historiens, 1958 marque aussi une rupture économique et sociale. En effet, non content d'être dans un état de délitement politique la France est a perdu une grande partie de sa valeur aussi dans une grave situation économique. Ses finances sont en déficits constants, sa dette ne cesse d'augmenter, sa monnaie a perdu une grande partie de sa valeur. Certes, avec sa phraséologie habituelle, le général de Gaulle place toujours l'alternative entre la mort ou le sursaut, mais en 1958 ce qui attend la France c'est bien « la faillite ou le miracle² ». Entre 1956 et 1957 le déficit est passé de 3,7% à 4,9% du PIB. Désormais il faut 350 francs pour acheter 1 dollar. La France vit grâce aux subsides que lui verse le Trésor américain ainsi Michel Poniatowski, à l'époque attaché financier aux Etats-Unis, doit-il presque chaque mois demander une rallonge de devises à Washington³. La souveraineté du pays est donc gravement compromise.

Dès son arrivée, conjointement au redressement politique, le général de Gaulle organise le redressement économique de la France. Le pays a des atouts : ses entreprises sont performantes, ses structures sont en phase de modernisation, son taux annuel moyen de croissance entre 1950 et 1959 est de 4,6%, sa population est jeune et en augmentation. Pour le miracle qu'il compte opérer il s'appuie sur Jacques Rueff, ancien conseiller de Raymond Poincaré, qui met en place le plan éponyme, d'inspiration nettement libérale. Le Plan Rueff de décembre 1958 prend une série de mesures qui s'appuie sur trois volets : lutte contre l'inflation -et pour cela

¹ Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, Tome I, « Le Renouveau », Paris, Plon, 1970.

² Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, Tome II, « L'effort », Paris, Plon, 1970.

³ *La politique économique et financière du Général de Gaulle*, Paris, Fondation Charles de Gaulle, 2005, p.11.

restriction du budget de l'Etat, non augmentation du salaire des fonctionnaires, augmentation du prix du gaz et de l'électricité-, assainissement du franc -dévaluation de 17,5 % et création du nouveau franc-, libération des échanges pour soumettre l'économie française à la concurrence internationale (90% des échanges européens sont libérés et 50% des échanges américains). Les résultats sont spectaculaires : le franc redevient une monnaie forte, la dette diminue, les finances sont assainies. En 1960 la France rembourse l'intégralité de sa dette au FMI, en 1961 elle devient créancière du Fond qui utilise le franc pour le prêter aux pays tiers.

Tableau 1

*Etat des finances de la France, en milliards de francs.*⁴

Année	Réserve	Dettes extérieures	Situation nette
1958	- 0,1	13,8	- 13,9
1959	7,2	14,1	- 6,9
1960	10,5	13,1	- 2,6
1961	15,3	10,6	+ 4,7
1965	30,6	5,3	+ 25,3

Pour la première fois depuis 1945 la France n'a plus de dette et est en mesure de présenter un budget en équilibre. En outre, beaucoup prévoyaient que le Plan provoquerait une explosion sociale car le redressement économique passerait par une période d'austérité et donc de diminution du niveau de vie. Or ce ne fut pas le cas, au contraire, les conflits sociaux diminuèrent sensiblement.

⁴ Thierry de Montbrial, « L'économie française en 1958 », in *1958, la faillite ou le miracle*, Institut Charles de Gaulle, 1986.

Tableau 2

*Grèves et jours de travail perdus sous la IVe et les débuts de la Ve République*⁵

Années	Nombre de grèves	Jours de travail perdus (en million)
1947	2285	23,3
1950	2586	11,7
1951	2514	
1955	2672	
1956	2640	
1957	2623	
1961	1963	2,6
1962	1884	1,9

Depuis 1958 le nombre de conflits annuels n'excède pas 1500, moins de 2 millions de jours sont perdus. A partir de 1960 la tendance s'inverse mais reste néanmoins nettement inférieure à ce qu'elle était dans les années 1950. Pas de grands conflits sociaux donc parce que, comme l'exprime Jacques Rueff dans *L'ordre social*, l'ordre n'étant pas dans la nature il ne peut être le fruit du hasard, mais de la volonté des hommes, et l'ordre financier, monétaire et social vont de pair. Ce rétablissement économique est donc aussi un rétablissement social, 1958 fut bien l'année du « miracle ». « Qu'est-ce qu'un miracle ? demandait Jean Boissonnat, c'est le nom que l'on donne à la volonté quand on la croyait perdue. »

Il est bien nécessaire de percevoir cette rupture de 1958 pour comprendre tous les enjeux et le déroulement de la grève des mineurs de charbon en 1963. Désormais on tient compte de l'économie, il ne s'agit plus de laisser filer la dette et l'inflation en accordant des augmentations salariales démesurées de 10 ou 15%. Désormais on tient ferme les rênes du pouvoir, il ne s'agit plus de capituler au moindre mouvement social. Comme l'exprime François Ceyrac, ancien président du Conseil National du Patronat Français (CNPFF), « la IVe est un fait, on l'accepte, mais c'est le bordel ». Avec la Vè République le changement est radical, « du jour au

⁵ V. Scardigli, *Société française et conflits sociaux*, Crédoc, août 1973.

lendemain c'est l'ordre militaire, Matignon devient une caserne. Enfin il y a une autorité, et cette autorité se fait respecter. »⁶

A côté de ce redressement national il y a la situation des Houillères. La mine, en France, a une histoire courte (150 ans). Mais son histoire a tellement forgé la personnalité des régions, a tellement marqué les hommes qui y ont travaillé, a tellement imprimé sa marque sur la littérature, le cinéma, l'imaginaire social, que son poids émotif est bien plus grand que son poids réel. La mine s'est bâtie par la volonté d'entrepreneurs, elle a été le fait de familles ou de groupes industriels. En 1946, après la démission du général de Gaulle, son histoire change de cours. Pour assurer la reconstruction du pays et mener à terme la bataille du charbon le gouvernement croit judicieux de nationaliser les sociétés minières. La loi du 17 mai 1946 crée dix entreprises publiques à caractère industriel et commercial : neuf « houillères de bassins » organes de production, d'exploitation et de vente et un établissement central, « les Charbonnages de France », dont la mission essentielle est d'assurer la direction d'ensemble, le contrôle et la coordination des activités techniques des houillères de bassins sans préjudice de leur autonomie juridique, financière et commerciale. Les neufs houillères de bassins se classent comme suit par ordre d'importance :

Nord et Pas-de-Calais, Lorraine, Loire, Cévennes, Blanzky, Aquitaine, Provence, Auvergne, Dauphiné. Elles fournissent 98% de la production totale. Les 2% restant sont fournis par les mines non nationalisées : Hostens.

Dorénavant la mine n'est plus le fait des hommes mais de l'Etat. Le mineur devient un fonctionnaire, bien plus, il est le phare de la France. C'est lui qui se retrousse les manches et que le pays doit suivre, c'est sur lui que repose le redressement de la nation, par son ardeur, par son travail, il remonte le minerai qui alimente toutes les industries, toute l'économie. Il est la fierté du pays, il est l'exemple de l'homme neuf qui se construit dans un pays neuf. Les mines recrutent de nombreux jeunes Français, les conditions de travail sont rudes mais les salaires élevés, et le métier jouit d'un grand prestige dans la population. Les statuts du mineur fixent leur salaire comme devant être supérieur de 20% à ceux de la métallurgie, et indexés sur leur évolution. En plus de cette rémunération il y a le

⁶ François Ceyrac, entretien du 3 décembre 1996, Archives orales de la Fondation de Gaulle.

logement, la protection sociale, en définitive la constitution d'une vraie et totale corporation minière. Le discours est laudateur, l'avenir une perpétuelle promesse. Mais une promesse de courte durée. Quinze ans plus tard les Charbonnages connaissent des déficits structurels, la concurrence du pétrole s'aiguise, les filons s'épuisent. C'est le temps de l'inquiétude et des premières fermetures. C'est dans ce contexte que s'inscrit la grève de 1963, le premier grand conflit social de la Ve République, la dernière grande grève des mineurs. Les revendications sont salariales mais le motif concerne l'avenir, l'avenir d'un métier, l'avenir de régions qui, sans se l'avouer, sans oser se le dire, sentent bien que l'époque est finie. Ainsi commencent, début 1963, des remous, des grogues qui, sur fond de rivalités et de jeux syndicaux, sans forcément l'avoir voulu, débouchent, au mois de mars, sur une des plus longues grèves minières, un affrontement tendu d'où sort une nouvelle situation –la fin du charbon-, une nouvelle personnalité –Georges Pompidou-, une nouvelle méthode de rapports sociaux –la négociation-.

La guerre d'Algérie avait vitrifié la France : les revendications sociales étaient gelées, l'unité politique autour du général de Gaulle à peu près totale. Avec la fin de la guerre les syndicats et les partis peuvent revenir à leurs jeux et à leurs luttes, on entre dans un temps ordinaire, plus terre à terre, plus politique, où l'unité nationale n'est plus une nécessité. Le général de Gaulle doit donc entrer dans un autre temps de son mandat, celui de la gestion, celui où la France n'est plus menacée de destruction mais doit, pour survivre toujours, affronter le quotidien. Cette gestion du quotidien, de l'ordinaire, est une épreuve, un défi. Quand on a dialogué en tête à tête avec Roosevelt, avec Churchill, quand on a mobilisé d'énormes efforts pour vaincre Hitler, s'occuper de discuter augmentation salariale peut apparaître comme un redoutable supplice. En 1963 donc, l'Algérie n'est plus prétexte ni aux grandes manœuvres, ni au cessez-le-feu politique, les adversaires se déchaînent. Ils se déchaînent d'autant plus qu'ils ont été muselés pendant quatre ans et qu'en face d'eux ils ont un homme inconnu, inexpérimenté en politique, qui a le terrible défaut de venir de l'entreprise, non pas de la petite entreprise artisanale qui ennoblit, mais du grand groupe capitalistique qui pervertit, et de ce groupe du pire secteur qui soit, la banque, et dans cette banque du plus terrible conglomérat, symbole du pouvoir de l'argent, suppôt du capital, le groupe Rothschild, c'est-à-dire Georges Pompidou.

Pour lui aussi cette grève est une épreuve. Cela fait huit mois seulement qu'il est à Matignon, huit mois qu'il fait de la politique, et la tempête le menace.

Beaucoup, jusque dans son camp, y voient l'occasion de sa disparition, mais le conflit résolu et surmonté, il apparaît au contraire plus fort et plus solide, plus stable dans le monde politique.

L'objet de cette étude n'est pas d'analyser un mouvement social. Il ne s'agit pas d'entrer dans la psychologie des syndicats, ni de voir si cette grève correspond bien aux canons marxistes ou est conforme à la grande histoire ouvrière française. D'autres études ont été menées sur ce point, et le sujet est traité en profondeur. Son objet est de s'intéresser prioritairement aux méthodes de rémunération des mineurs, à l'évolution de leur salaire, en lui-même et par rapport aux autres secteurs. Il est aussi de voir comment, face à un conflit important, le gouvernement a réagi, comment il a géré le conflit, à la tête de l'Etat et dans les cabinets ministériels, et, en définitive, comment les hommes s'en sont sortis et ont surmonté cette épreuve.

Conclusion

La grève des mineurs de charbon de 1963 n'est pas un conflit social, c'est un conflit politique. Ayant perdu le pouvoir en 1958 après le retour du général de Gaulle, ayant été battus aux diverses élections et aux référendums, ayant vu s'envoler l'emprise qu'elles avaient sur la France depuis la Libération, et même avant, les forces politiques et syndicales de la IV^e République, après la phase d'anesthésie qu'elles ont connue à cause de la guerre d'Algérie et de la décolonisation, ont cherché à reprendre le pouvoir qu'elles ont laissé filer. Etant battus sur le plan politique, économique et diplomatique il ne leur restait que le domaine social pour s'imposer, ultime mystique de chimères mythiques qui demeurent dans le cœur d'un peuple mal renseigné. Laminées dans les couloirs du Palais Bourbon, leur unique terrain de lutte était celui de la rue. Une grève donc, pour revenir, ou ne pas totalement mourir. Une grève qui part des mineurs, ouvriers dorés de la Libération qui quittent leur période de gloire en se réveillant brutalement à l'orée des années 1960 et du plan Jeanneney, et qui découvrent la concurrence, le pétrole, l'amenuisement des filons, la fermeture des puits. Une grève qui se nourrit de l'inquiétude, de la crainte de l'avenir, du désarroi de la disparition. Mais une grève qui ne prétend pas apporter des solutions sur ces problèmes réels, ni préparer de façon moins brutale des fermetures inéluctables, ni encore moins assurer des reconversions indispensables. La grève se focalise sur les salaires, parce qu'il est plus facile de mobiliser sur ce genre de sujet que sur des problèmes qui se poseront dans vingt ou vingt cinq ans. Les mineurs sont parmi les ouvriers les mieux payés de France, entre 20 et 40% de plus que les ouvriers des autres secteurs en 1963, « les chiffres le prouvent », comme dirait Georges Pompidou, sans compter les compléments salariaux (maison, chauffage, mutuelles . . .). Leur salaire n'a pas régressé, ni même stagné, mais il a moins augmenté que d'autres secteurs (de 8% selon la commission Massé). Cela est suffisant pour mobiliser toute une corporation, forte de l'estime légitime de la population face à la dureté du métier, dans un des plus longs conflits miniers de l'histoire, dans le premier grand conflit social de la Ve République, le plus dur depuis 1958.

Ce conflit est un face à face entre le gouvernement et la CGT, le général de Gaulle et le Parti communiste français.⁷ D'autres forces tentent de s'y agréger pour porter eux aussi leur voix, les partis politiques traditionnels n'y arrivent pas et demeurent absents, l'épiscopat français met en pratique le vent nouveau de Vatican II, mais c'est l'opinion qui demeure l'arbitre de la bataille, c'est elle que chaque camp prend à témoin et essaye de séduire. Usant d'armes diverses, fonctionnant sur un temps différent, les grévistes et le gouvernement s'entendent, au bout de cinq semaines, sur des dispositions communes.

De ce conflit difficile le général de Gaulle est finalement sorti victorieux. Vainqueur parce que les institutions ont été affermies, le gouvernement a pu travailler sans craindre de renversement de la part du Parlement, l'autorité de l'Etat n'a pas faibli et les forces de l'ordre, bien tenues, n'ont pas versé de sang. Vainqueur aussi parce qu'il s'est trouvé un successeur potentiel en la personne de Georges Pompidou et qu'il n'y a pas de plus sûre assurance de voir son œuvre fructifiée que d'être remplacé, le jour venu, par l'un des siens.

De cette épreuve trois changements majeurs ont surgi.

Un changement économique. L'inflation n'est plus la base de la politique. Vilipendée aussi bien par le Président que par le Premier ministre, « le cancer de l'inflation » est la maladie à éradiquer. La IV^e République a fonctionné avec une forte inflation, dégradant systématiquement la monnaie et ruinant la santé financière du pays, pas la Ve République qui souhaite raffermir toutes les bases qui font la grandeur. Il n'est donc plus question d'accorder des augmentations de salaire à deux chiffres, non pas parce que le gouvernement veut faire une politique « antisociale » mais parce qu'en matière de justice on ne peut favoriser une catégorie si cela nuit au reste du pays. La question salariale n'étant pas désolidarisée du reste des questions économiques il est nécessaire d'avoir une approche globale et non pas limitée à un secteur unique :

Croyez-vous qu'il soit facile d'augmenter –et si possible rapidement– les rémunérations et la consommation, tout en augmentant parallèlement les exportations, et en

⁷ UNR et PCF ont recueilli à eux deux 53,6% des voix au premier tour des élections législatives de 1962.

maintenant le niveau de notre balance des paiements et la valeur du franc sur les marchés internationaux ?⁸

Ce refus de l'inflation est l'expression d'une philosophie politique fondée sur la responsabilité : le gouvernement étant assuré d'exercer ses fonctions pendant plusieurs années il doit désormais résoudre les problèmes qui se posent à lui, et non pas les user pour les repasser, au gouvernement suivant au bout de six mois d'exercice du pouvoir. La responsabilité impose de savoir dire non, elle impose d'avoir le regard placé sur l'avenir et de lutter pour lui et non pas pour maintenant :

Et croyez-vous même qu'il soit facile de résister à certaines revendications salariales quand elles émanent de catégories dont la condition force l'estime et dont le métier inspire le respect ?⁹

Lutter pour l'avenir parce que l'épreuve a montré aux yeux de tous les Français, même si beaucoup de mineurs se refusent à le voir, que le charbon est terminé. Aussi douloureux que cela soit 1963 marque le chant du cygne de la profession minière, le début des fermetures en masse, des carreaux qui se vident, des cités qui s'endorment. Les pays noirs ne sont pas encore dans la pleine récession et les fermetures en chaînes, mais c'est le début du processus qui s'affirme, d'où la nécessité de prévoir l'avenir, et donc d'anticiper.

. . . on a, en prolongeant la grève, fait une démonstration redoutable qui est celle de la diminution du rôle du charbon dans la vie économique nationale.

Je suis bien loin de me réjouir de ce fait économique.

La preuve, c'est que, demain, le ministre de l'industrie et moi-même, nous proposerons au conseil des ministres la nomination, comme secrétaire général de l'énergie, d'un jeune et brillant dirigeant de nos houillères pour que, précisément, dans l'élaboration d'une politique française de l'énergie, dans l'élaboration peut-être d'une politique européenne de l'énergie, le problème de nos mineurs ne soit jamais oublié.¹⁰

⁸ Georges Pompidou, discours à l'Assemblée Nationale du 14 mai 1963.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*

Prévoir l'avenir par l'anticipation et par l'information, nouvelle façon de gouverner, parce que l'épreuve a aussi mis à jour des changements politiques.

Le changement politique est dans la primauté donnée à l'intérêt national. C'est le *credo* politique du général de Gaulle, le seul dogme auquel il ait jamais adhéré. Intérêt national face au problème algérien, face à la décolonisation, donc dans les affaires extérieures, mais intérêt national aussi dans la gestion des conflits internes. Il n'est pas question de céder aux corporations, aux groupes divers, aux « féodalités », qui réclament pour eux sans se soucier que leur répondre favorablement signifierait mettre en danger la cohésion nationale. *Primum omnium salus patriae*, le salut de la Patrie avant tout, ne pas privilégier un groupe sur la nation, ni sacrifier l'avenir pour surmonter un embarras présent. Cette philosophie vise peut-être le bien général mais elle a l'inconvénient de mécontenter tout le monde, du moins tous les groupes qui ne voient pas leurs revendications aboutir. A terme cela peut se payer en matière électorale.

Comment n'aurais-je pas appris que ce qui est salutaire à la nation ne va pas sans blâme dans l'opinion, ni sans pertes dans l'élection ?¹¹

Enfin, le troisième changement institué par l'épreuve de la grève est d'ordre social. Le gouvernement a ouvert la brèche à de nouveaux types de relations sociales, avec les ouvriers, avec les syndicats et les patrons. Plus de force, plus de luttes stériles, mais des tentatives pour se réunir fréquemment, pour organiser des réunions sur les salaires, sur les conditions de travail, pour retirer à l'Etat la toute puissance des négociations et laisser dialoguer entre eux patronat et syndicats. Ce n'est qu'un début, on est encore loin d'un véritable dialogue apaisé, mais c'est le début d'une tentative. La réforme rejetée du Sénat en 1969 visait d'ailleurs à faire entrer dans l'assemblée des représentants du monde syndical et des différentes activités professionnelles afin de les intégrer au processus législatif, dans la volonté gaullienne de la construction d'une véritable participation entre tous les membres du corps de l'entreprise.

¹¹ Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, tome II, « L'effort », p. 215. Plus tard Margaret Thatcher dira : « *Ma politique ne consiste pas à satisfaire l'opinion publique mais à la changer dans l'intérêt de mon pays.* »

Au final, l'épreuve de la grève c'est soldée par une triple victoire, en renforçant les institutions, en mettant à jour les impératifs nouveaux de l'économie française et en ouvrant de nouvelles voies au dialogue social, elle a permis à la France de creuser le sillon pour poursuivre son chemin.

*C'est aux rois, c'est aux grands, c'est aux esprits bien faits
A voir la vertu pleine en ses moindres effets ;
C'est d'eux seuls qu'on reçoit la véritable gloire ;
Eux seuls des vrais héros assurent la mémoire.*¹²

¹² Pierre Corneille, *Horace*, acte V, scène 3.